

OBJET : Interdiction temporaire et partielle de stationner avenue Anatole France à Villefontaine
(Nomenclature « Actes » : 6.1 Police municipale)

Le Maire de Villefontaine,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2122-24, L 2213-1 et suivants, L 2214-3, L 2521-1 et L 2571-2,

VU le Code de la route, notamment les articles R 411-1 et suivants, R 411-25, R 417-1 et suivants, R 417-9 et suivants,
VU l'arrêté en date du 25 mars 1985 instituant la mise en place d'un stationnement Unilatéral alterné dans toutes les voies de la Commune,

VU l'arrêté en date du 19 novembre 2017 instituant une zone à stationnement payant sur certaines voies de la Commune,

VU l'arrêté n° 2005/14-ST en date du 6 février 2005 limitant à 72 heures consécutives la durée du stationnement d'interdiction ou d'un véhicule sur la voie publique.

CONSIDÉRANT que le démantèlement d'un riverain nécessite une interdiction temporaire et partielle de stationner avenue Anatole France à Villefontaine,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : Le stationnement des véhicules est interdit du côté des numéros impairs et au droit des n° 11 à 35 inclus avenue Anatole France à Villefontaine le 3 décembre 2021 de 07h00 à 19h00.

ARTICLE 2 : La société ADS PACA sera responsable de la mise en place de la signalisation conforme au Code de la Route et notamment des panneaux interdisant le stationnement jusqu'à l'achèvement du démantèlement.

ARTICLE 3 : Dans le respect de la réglementation et 72 heures avant le début du démantèlement par l'entreprise, la signalisation relative à l'interdiction de stationner sera mise en place sur un support stable et le présent arrêté affiché sur place. Cette mise en place devra être constatée par la Police Municipale (01.49.35.25.78).

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 5 : La mise en fourrière des véhicules en infraction pourra être prescrite, sans délai, par un officier de police judiciaire territorialement compétent ou par le chef de la Police Municipale.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié à la société ADS PACA, 15 Rue Galée - 55270 PLOEYEUR.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Montreuil, 7 Rue Catherine Puig - 93556 MONTRUIL Cedex ou sur l'application informatique Télécours citoyens accessible par le site internet www.telrecours.fr.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Messieurs les officiers du Corps de Sapeurs-Pompiers de Villefontaine,
- DRJEA

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressé, pour exécution, à :

- Monsieur le Commandant de police du Raincy/Villemomble,
- Service Police Municipale.

Fait à Villemomble, le 10 novembre 2021

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la voirie




Jean-Christophe GERBAUD

Reçu en Préfecture le : dispensé d'envoi selon l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Notifié le :

Affiché le :

Le Maire certifie que le présent acte est exécutoire en application de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Villemomble, le

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la voirie,

Jean-Christophe GERBAUD